

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **COMP-A-1** |
| **Chef d’unité .:**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Sophie MOONEN**  [**Sophie.MOONEN@ec.europa.eu**](mailto:Sophie.MOONEN@ec.europa.eu)  **+32 229-81807**  **1**  **1 trimestre 2022**  **1 an)1**  **X Bruxelles  Luxembourg  Autre: ……………..** |
|  | **☒  Avec indemnités** □  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

Nous proposons un poste de gestionnaire des politiques au sein de l’unité A.1 de la Direction Générale de la Concurrence (DG COMP), dans un environnement professionnel hautement dynamique et stimulant.

L’unité A.1 est responsable du soutien et de l’assistance des équipes dans les dossiers portant sur des pratiques anticoncurrentielles (y compris pour les cartels) ainsi que de l’élaboration de la politique de concurrence dans ce domaine. À travers les dossiers dans lesquels elle intervient et les documents d’orientation politique qu’elle prépare, l’unité joue un rôle crucial dans le développement de la politique de concurrence en ce qui concerne la régulation des pratiques anticoncurrentielles. Elle est placée sous l’autorité à la fois de la Directrice Générale Adjointe chargée des activités antitrust ainsi que de la Directrice chargée de la stratégie et de la politique de concurrence.

L’une des deux principales fonctions de l’unité A.1 est d’apporter son soutien aux équipes antitrust dans leurs dossiers et ce dès le début de la procédure d’enquête. Ce faisant, l’unité cherche à assurer une cohérence dans l’approche des différents dossiers traités par les unités de la DG COMP dans le domaine des pratiques anticoncurrentielles.

Sa seconde fonction principale est de participer au développement et l’élaboration de la politique de concurrence de l’UE dans le domaine de des pratiques anticoncurrentielles, y compris à travers la préparation et la révision des lignes directrices, notices, et règlements en la matière. À titre d’exemple, l’unité est responsable actuellement de la révision des règlements d'exemption par catégories sur les restrictions verticales et horizontales et des lignes directrices liées. Elle représente également la DG COMP dans la procédure législative en cours en vue de l’adoption de la nouvelle législation sur les marchés numériques (Digital Markets Act).

Ce travail de soutien à la fois aux dossiers d’enquête et l’élaboration des politiques est hautement gratifiant et se déroule dans une atmosphère amicale et stimulante. Nos gestionnaires des politiques sont généralement responsable d’un large éventail de tâches couvrant à la fois l’assistance aux dossiers et le développement des politiques. Ils sont impliqués dans les plus importants projets de la DG COMP ainsi que dans les principales enquêtes en matière de pratique anticoncurrentielles, et ils travaillent quotidiennement en contact direct à la fois avec des collègues de la Direction « stratégie et de la politique de concurrence » ainsi que des unités opérationnelles qui s’occupent des enquêtes individuelles.

Le (la) candidat(e) idéal(e) aura une grande expérience en droit ou en économie, de bonnes capacités rédactionnelles, le sens de l’initiative, ainsi que la capacité de travailler efficacement dans des délais restreints. Le candidat doit être ouvert d’esprit et capable de travailler en équipe. Nous encourageons la discussion et la créativité étant donné que les dossiers soulèvent régulièrement de nouvelles problématiques légales et économiques. Nous offrons un cadre avec des horaires de travail souples et flexibles compatible avec une vie de famille.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : Droit de la Concurrence ou Économie industrielle

Expérience professionnelle

Autorité de concurrence nationale ou autorité de régulation d’un État membre

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, …). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.